

Édito

Cette nouvelle feuille d'information syndicale est publiée dans un contexte pesant, notamment du fait d'une crise sanitaire mondiale qui n'en finit pas. Agrémenté de nombreux calembours et d'une bonne dose d'humour, le tour d'horizon proposé par Pierre dans son article est lucide. Il illustre bien les sujets d'inquiétude qui nous préoccupent tous et qui nous mobiliseront dès janvier prochain. Il fait écho, en quelque sorte, à la motion finale du congrès du SNPTAS-CGT d'octobre dernier, à Mûr de Bretagne.

Cette fin d'année a aussi été marquée par des élections professionnelles concernant l'ensemble des DDETS, DDETS-PP et DR-I-EETS (*). Avec près de 26 % des suffrages exprimés en moyenne, la CGT est, à l'issue des élections du 14 décembre 2021, la première organisation syndicale sur l'ensemble de ces nouvelles directions. Ces résultats sont encourageants et montrent que tout n'est pas perdu. Cela ouvre des perspectives pour relancer la syndicalisation et reconquérir le dialogue social.

La situation actuelle, tant dans le monde professionnel qu'à l'échelle du pays, devrait réveiller nos capacités d'indignation et de réaction. Jamais les grands groupes pharmaceutiques n'ont semblé aussi puissants, jamais les médias nationaux ne sont apparus, de manière aussi flagrante, au service d'une pensée dominante unique. Du coup, la confiance dans la parole publique s'effrite et le fossé continue de se creuser entre le peuple et ses élus. La gestion de cette crise sanitaire par notre gouvernement apparaît incohérente et soulève de multiples questions, auxquelles nul responsable politique ne semble vouloir répondre. Le pouvoir exécutif cède à l'autoritarisme et au déni du droit. On décide dans l'urgence, sans débattre, en suivant l'avis de certains experts proches du pouvoir et en ignorant celui des autres, soupçonnés de « complotisme » ... L'impact sur la population et le monde du travail est

Sommaire

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Entretien avec l'IGAPS le 23 novembre 2021 : quid du transfert des missions FEADER à la Région ? | page 2 |
| Appel à la syndicalisation : pour une reconquête du dialogue social | page 2 |
| Bonne tumeur ... oups humeur ! | page 3 |
| Fin du monde, fin du mois, fin du Ministère de l'écologie : pour la CGT, même combat ! | page 7 |

énorme : périodes de confinement, restriction des déplacements, massification du télétravail, enseignement à distance pour les scolaires et les étudiants, cessation d'activités commerciales... L'adoption dans la précipitation du pass sanitaire, en pleine période estivale, fait désormais peser sur les citoyens une forme de ségrégation vaccinale. Cette remise en cause du secret médical et ce recul des libertés fondamentales - celle d'aller et venir, celle de penser et d'exprimer son opinion, celle de rester maître de sa santé et de son corps - bousculent notre démocratie jusque dans ses fondements. Aujourd'hui, en guise de réjouissances de fin d'année, on nous parle de cinquième vague, de quatrième dose de vaccin, de pass vaccinal qui pourrait être exigé pour se rendre sur son lieu de travail... Les syndicats s'expriment peu sur les conséquences de cette crise dans la sphère professionnelle : c'est dommage. Une interview récente de Joseph Thouvenel, secrétaire confédéral de la CFTC, posait, me semble-t-il, de bonnes questions : « Est-ce le rôle des entreprises de contrôler leurs salariés pour des raisons médicales ? Est-ce le rôle de la collectivité de travail de rentrer dans la vie personnelle des gens pour savoir s'ils sont vaccinés ou non ? Est-ce normal de faire surveiller tout le monde par tout le monde ? ». Joseph Thouvenel abordait aussi la question

fondamentale de la responsabilité face à un vaccin dont l'efficacité et la sûreté font encore débat : qui assumera les conséquences des effets secondaires de ces injections ? Les laboratoires pharmaceutiques ? Les gouvernements qui ont choisi la vaccination de masse et l'ont rendu quasi-obligatoire ? Les employeurs qui ont incité leurs salariés à franchir le pas ? Rendez-vous dans quelques années...

Malgré ce climat délétère et ce clivage de notre société, sachons retrouver les solidarités d'antan et goûter cette période privilégiée des fêtes de fin d'année. Meilleurs vœux à toutes et à tous !

Christophe Rattaire



(*) DREETS : Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités
DR-I-EETS : Direction régionale et inter-départementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités

DDETS : Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités

DDETS-PP : Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations

FEADER

Fonds européen
agricole pour le
développement rural



Entretien avec l'IGAPS le 23 novembre 2021 : quid du transfert des missions FEADER à la Région ?

La CGT a rencontré M. Sylvestre Chagnard, du Réseau d'Appui aux Personnes et aux Structures du ministère de l'Agriculture. La CFDT était également représentée par Claudine Coulon.

Les échanges ont surtout concerné le transfert au 1^{er} janvier 2023 des missions FEADER à la Région et l'avenir des services d'économie agricole en DDT. La CGT a souligné qu'il était dommage que lors des récentes élections régionales, la position de la Région n'ait pas été clarifiée. Se pose notamment la question de la création d'antennes départementales. Cela répondrait aux besoins de proximité des exploitants agricoles et des usagers et permettrait aux agents concernés de suivre leurs missions s'ils le souhaitent. En Bourgogne-Franche-Comté, ce transfert impacterait 32 postes et à la DDT 70, 7 agents pour 4 ETP. Pour l'instant, il est acté que ce sera bien une restructuration. L'IGAPS a précisé qu'une Foire Aux Questions allait



bientôt paraître et devrait répondre à toutes les interrogations (*la FAQ a effectivement été publiée le 7 décembre et sera complétée au fur et à mesure*). En outre, une réunion a été organisée en présentiel à Dijon le 2 décembre avec tous les agents concernés et la Région : il a été acté qu'a priori il n'y aurait pas d'antenne départementale mais plutôt des permanences destinées à assurer un relais terrain.

La CGT a également abordé l'évolution des DDT avec l'érosion de nos missions, l'impact de la création des Secrétariats Généraux Communs départementaux (SGCd) l'influence croissante du Corps préfectoral et des élus locaux et l'explosion du télétravail.

La situation des forestiers de l'ONF a été évoquée en référence à la manifestation nationale du 25 novembre.

En fin d'entretien, l'IGAPS a rappelé qu'il proposait un accompagnement sur mesure des agents et qu'il fallait pour ce faire, le contacter par messagerie.

**Le représentant CGT :
Christophe Rattaire**

Appel à la syndicalisation : pour une reconquête du dialogue social



En France, le taux de syndicalisation est aujourd'hui le plus faible de son histoire, de l'ordre de 7 % des salariés. Au moment du Front populaire et à la Libération, ce taux avoisinait les 50 %. Dans la fonction publique, il est sensiblement plus élevé - de l'ordre de deux fois - que dans le secteur marchand et associatif. Ce constat établi, presque une banalité aujourd'hui, cela pose la question de la vie syndicale dans les services et plus largement de la qualité du dialogue social.

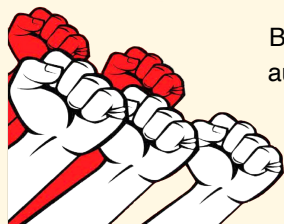
La communauté de travail de notre DDT vieillit, en lien avec l'abandon de certaines missions, la suppression des postes correspondant et la faiblesse des recrutements par concours. Les quelques nouveaux arrivants "jeunes" sont souvent sous statut précaire, vacataires ou contractuels. La conséquence immédiate de cette pyramide des âges déséquilibrée et du faible taux de syndicalisation rappelé plus haut est que le vivier des militants s'amenuise au fil des années. D'où la question,

prégnante : quid du dialogue social lorsque tous les représentants syndicaux "historiques" seront partis en retraite ? Alors que le renouvellement général des instances est annoncé pour fin 2022, avec notamment la création des Comités Sociaux d'Administration (CSA), il devient urgent de renforcer les sections syndicales. Afin de vous convaincre de franchir le pas, j'oserai deux arguments : la qualité de la vie syndicale et la reconquête du dialogue social.



Appel à la syndicalisation : pour une reconquête du dialogue social (suite)

Il me semble évident que, plus nombreux seront les syndiqués, plus les débats d'idées dans les sections seront riches et les positions et revendications portées dans les instances, pertinentes. Un représentant du personnel ne peut exercer correctement son mandat que s'il est alimenté en permanence par un collectif de travail intéressé et mobilisé. Aujourd'hui, il est malheureusement fréquent de participer à un CT ou un CHSCT sans qu'aucun collègue n'ait manifesté le moindre intérêt pour les points inscrits à l'ordre du jour.



Beaucoup d'agents déplorent, aujourd'hui, un appauvrissement ou une minimisation du dialogue social, tant les marges de négociation apparaissent de plus en

plus réduites. Les CT et CHSCT sont par conséquent perçus comme de simples chambres d'enregistrement, essentiellement consacrées à diffuser de l'information descendante. Du coup, la question se pose : faut-il continuer à participer, dans les conditions actuelles, à l'ensemble des réunions des instances statutaires ? La tentation de la politique de la chaise vide est forte. Pourtant, je reste convaincu que toute communauté de travail a le dialogue social qu'elle mérite. Des militants syndicaux nombreux et bien formés peuvent amener la direction sur le terrain de la véritable concertation et obtenir des avancées significatives pour les agents qu'ils représentent.

Alors pensez-y : "nos luttes ont construit nos droits, nos résignations les détruiront !"

Christophe Rattaire



Bonne tumeur ... oups humeur !

Je vais faire le point – partiel – de la situation sociale autour de nous. Toutefois, comme Noël approche et que le vin chaud coule à flots (rappel de la loi Evian, euh ... Evin ? Boire avec modération, je veux dire le vin chaud, pas l'eau ; à ce sujet, je vous rappelle que la CGT a toujours défendu les eaux minérales qui remportaient des prix : en effet, la CGT a toujours défendu les eaux primées ...), je vais prendre un ton beaucoup moins protocolaire et laisser tomber ma grosse moustache à la Staline pour mettre quelques cotillons dans mon texte. Ce qui se passe dans le monde et en France ne sera pas moins dramatique, mais le mouvement syndical peut aussi, le temps d'une tranche de foie gras et d'une bouteille avec des bulles, lever le pied après avoir levé le poing toute l'année ...

Premier point :

Le gouvernement, images et reportages BFMTV à strass et paillettes sur fond de nuit parisienne éclairée de la tour Eiffel à l'appui, essaie de nous convaincre que le taux élevé de contaminations enregistrées dernièrement (autour des 90 000 le 22.12.2021) serait imputable à des personnes non vaccinées et que les antivax empêchent les politiques gouvernementales de vaincre O-Macron, oups O-micron. Et de nous montrer des antivax hospitalisés crier haut et fort

à la caméra que s'ils avaient su, ils se seraient fait vacciner bien avant ... Ce qui est sûr, c'est qu'on a jamais eu de reportage sur ceux qui avaient voté Macron et qui s'étaient repentis quelques mois après ... Concernant le virus et le vaccin, savez-vous que Pfizer, BioNtech et Moderna engrangent un profit combiné de 65 000 dollars par minute grâce à leurs vaccins contre le COVID – étude réalisée par la People's Vaccine Alliance, qui compte parmi ses 80 membres Oxfam et Onusida ; ramenés à la seconde, ces profits sont donc de 1000 dollars, et donc depuis que j'ai commencé ma phrase, 20 000 dollars sont tombés dans leurs poches ! J'avoue que je participe à leur enrichissement, puisque je suis vacciné et que j'attends ma troisième dose, celle avec puce de géolocalisation et caméra de recul. Tout ce qu'on dit en France sur le virus me laisse perplexe quand même. On sait qu'on va vers l'explosion du nombre de personnes contaminées, mais on ferme des lits d'hôpital et on licencie des infirmiers... Je ne comprends pas tout, mais si les antivax ne marquent pas beaucoup de points sur le pavé, j'attends avec impatience que le mot rentre dans le dictionnaire du Scrabble ® : le X sur lettre compte double, le tout sur mot compte triple, + 50 points de Scrabble ®, 134 points, la partie contre la grand-mère, ancienne prof de français, est pliée ...



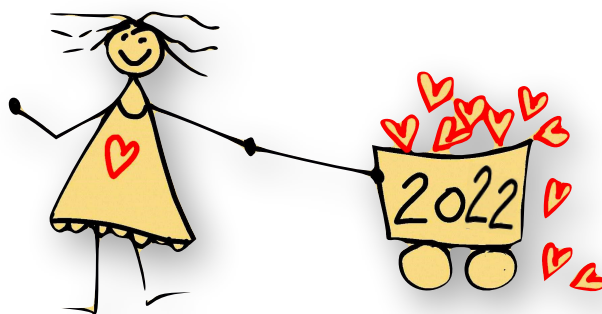
Deuxième point :



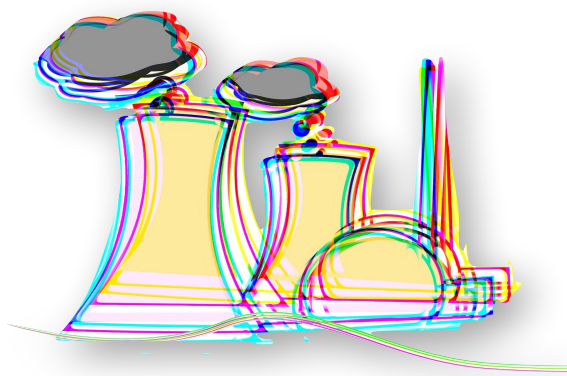
Le réchauffement de la planète me laisse dubitatif aussi. Partout, on nous bassine avec les températures qui augmentent et Nicolas Hulot n'a rien pu faire, occupé qu'il était à flatter certaines croupes. Le réchauffement, je vous le dis, c'est du pipeau. Depuis le temps que la CGT demande le dégel du point d'indice, rien ne s'est encore produit et le glacier sur lequel repose le point d'indice abrite désormais les derniers ours polaires qui ont ainsi trouvé refuge sur ce symbole de la froideur gouvernementale. Toutefois, une lueur d'espoir pointe à l'horizon. Avec une inflation qui va officiellement approcher les 3 % (hors produits pétroliers et tabac, sur lesquels aucune augmentation exagérée ne s'est produite depuis au moins le 2^e siècle avant J.-C.) mais qui officieusement sera plus proche des 4 – 5 %, le gouvernement envisagerait d'accorder quelques coups de pouce au 1^{er} janvier, comme sur le Livret A par exemple, dont le taux d'intérêt passerait de 0,5 à ... 0,8 % ! Pour un Français moyen avec 2000 euros sur son Livret, cela représente 16 euros d'intérêts au lieu de 10, ce qui lui permettra de surmonter très largement l'augmentation de 200 euros de son plein de fuel et de se chauffer royalement. Des mauvaises langues disent, par ailleurs, que ces petits coups de pouce seraient accordés par le gouvernement parce que les élections présidentielles arrivent. Emmanuel, si tu me lis, je te promets que je n'oublierai pas ton geste qui me permettra désormais de vivre dignement et d'être partout envié à l'étranger ...

Troisième point :

2022 arrive, et comme on dit, 22 vlà les flics ! Même si rien ne sert de courir et qu'il faut partir à point, si j'ai un vœu à formuler pour cette nouvelle année qui s'annonce apostolique, c'est que la police se cantonne à dresser des PV contre les automobilistes mal garés (quand on fait partie des vaches à lait d'automobilistes, on est plus à ça près ...) et qu'elle arrête de frapper fort dans les manifs. Sans abonder dans le sens de Poutou qui déclare qu'en France, la police tue, on en est tout de même pas à se lancer des poutous avec la police. Ce serait bien que la police arrête de tirer à coups de balles de caoutchouc qui crèvent les yeux (au royaume des aveugles, les borgnes sont ... borgnes, Elizabeth est toujours là, indétrônable ...) et qu'elle arrête d'envoyer des grenades de désencerclement qui crèvent les tympans et font perdre des mains à ceux qui essaient de les renvoyer à leurs expéditeurs. Je vous le dis, un jour, Poutou finira par avoir raison sur ce point, la police tuera, comme elle tue déjà au Chili, en Chine, aux Etats-Unis, en Thaïlande, en Afrique du Sud, et nous attendons les statistiques, peut-être au Liechtenstein et à Andorre.

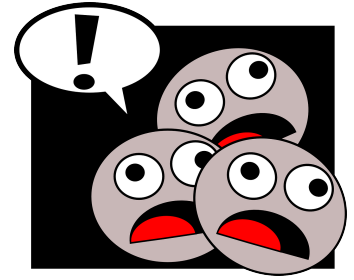


Quatrième point :



Les élections présidentielles approchent. La droite et l'extrême droite engrangent les intentions de vote. Macron, Pécresse, Zemmour, Le Pen, ce n'est même plus le choix entre la peste (brune) et le choléra (ah, Sardou, les lacs du choléra !), on y rajoute une touche de grippe espagnole, de SIDA et d'O-micron (ondes). A gauche, toujours pas d'alliance en vue, donc aucune chance de vaccin contre la destruction des services publics, l'inflation, la mondialisation, le réchauffement climatique et la disparition des espèces animales. Macron, Pécresse et consors se battent sur qui supprimera le plus de postes de fonctionnaires. Macron veut relancer le nucléaire en actant la construction de deux nouvelles centrales (c'était bien la peine de fermer Fessenheim ! Quoique Marine Le Pen est pour sa réouverture !). En relançant le nucléaire, énergie propre et écologique (enfin si l'on fait abstraction des déchets qu'on va enfouir à Bure, des nuages radioactifs qui se baladent au-dessus de nos têtes, mais qui s'arrêtent aux frontières, des fissures sur deux ou trois centrales comme celle de Nogent-sur-Seine ou la centrale de Tricastin, etc), au moins ne manquera-t-on pas d'uranium appauvri pour l'industrie de guerre et notre commerce de munitions, ni de plutonium pour fabriquer des missiles en ces temps où les bruits de bottes résonnent aux frontières de l'Ukraine, de Taïwan, de l'Erythrée, de la Syrie ou du Maroc ... Reste à espérer que les téléphones rouges fonctionneront mieux que les boutons rouges !

Cinquième point :



Tous ces gens qui visent le pouvoir n'arrêtent pas de nous bassiner avec l'immigration. Même Valls, homme politique hollandais, catalan et autrichien (les Valls de Vienne sont très réputés !), s'y colle et nous déclare qu'il faut « *interdire le regroupement familial et notamment les mariages puisque c'est la principale source de l'immigration et de la constitution des ghettos* ». Moi, je voulais me marier, j'y ai renoncé, ne voulant pas créer le premier ghetto de Haute-Saône ! Au-delà de mon cas personnel, il faut arrêter de parler de l'immigration et de stigmatiser les 7,8 milliards de non-français qui peuplent la planète ! Les candidats à la présidentielle tournent en boucle autour de ce sujet et se mesurent à qui renverra le plus de charters remplis d'illégaux vers l'Afrique. Cette surmédiation de l'immigration permet de faire oublier une autre immigration clandestine, celle dénoncée au travers des Panama Papers ou des Pandora Papers, des milliards d'euros que les riches envoient au péril de l'océan Atlantique pour aller s'échouer dans les banques des paradis fiscaux des Caraïbes ... Les Français n'ont pas envie qu'on leur parle en boucle de l'immigration, ils préféreraient qu'on leur parle de l'augmentation du SMIC et du passage aux 32 heures hebdomadaires. Ils voudraient qu'on leur dise qu'il existe un véritable marché du travail, et que la retraite sera fixée à 60 ans après avoir cotisé 37,5 annuités. Ils préféreraient entendre que la Sécurité sociale remboursera désormais à 100 % les médicaments dont ils ont besoin, que le pouvoir d'achat est en hausse, que leur cuve de fuel est pleine parce que l'inflation est faible. Les Français sont des cégétistes qui s'ignorent et il y aurait, s'ils se l'avouaient, de quoi remplir des cars de rouges (de vin chaud bien sûr ! Loi Evin, etc). Le ventre plein, le ventre au chaud, on sait que là où il y en a pour cinq, il y en a pour dix, et on peut faire entrer cinq immigrés pour les extirper de leur misère là-bas. De toutes façons, dans dix ans, dans vingt ans, il nous faudra bien accueillir tous les réfugiés climatiques, sauf à jouer les hypocrites et à les regarder mourir dans leurs déserts pendant qu'on construit des murs de la honte, béton armé et barbelés électrifiés, miradors et nids de mitrailleuses pour contrer leurs assauts désespérés. Les riches s'en moquent, ils seront déjà installés sur la Lune ou sur Mars ...



Sixième point :

Après avoir fait le point – tragi-comique – sur l'état du monde en cette fin d'année, ne me reste plus qu'à vous souhaiter de bonnes fêtes. Eteignez les radios et les télévisions, éteignez vos téléphones portables. Emerveillez-vous du givre sur les branches des arbres, extasiez-vous devant les bougies posées sur une table de Noël. Savourez votre vin chaud (cannelle, badiane, clou de girofle, muscade, vin blanc ou vin rouge, à boire avec modération bien évidemment !). Ecoutez de la musique (qui adoucit les nurses non vaccinées et renvoyées), accordez-vous un peu de répit dans la morosité politique ambiante. Embrassez vos proches au travers des masques, en leur souhaitant une meilleure année si possible que celle qui vient de s'écouler, mais secrètement, gardez toujours fermé votre ... poing, prêts à le brandir et à reprendre la lutte dès que les festivités seront passées !

★ Pierre MORALES - 23/12-2021 ★



Syndicat National des Personnels Techniques,
Administratifs et de Service
de l'Équipement et de l'Environnement

ministère de la transition écologique
ministère de la cohésion des territoires et des relations
avec les collectivités territoriales
ministère de la mer



Mûr de Bretagne,
le 8 octobre 2021

Fin du monde, fin du mois, fin du Ministère de l'écologie : pour la CGT, même combat !

La température monte, le nombre d'agents du ministère de l'écologie diminue, l'inflation s'envole, le point d'indice stagne, la misère explose.

Le gouvernement se répand en belles paroles, mais n'engage aucune politique qui permette d'améliorer les conditions de vie sur le plan social et environnemental. Les propositions de la convention citoyenne sur le climat ont été balayées d'un revers de main par le président Macron alors qu'elles auraient mérité d'être approfondies. Son plan de relance n'a d'écologique que le nom, c'est surtout 100 milliards de plus pour les entreprises du CAC 40, milliards qui ne manqueront pas d'alimenter les sociétés offshore et la fraude fiscale, comme celle révélée par le nouveau scandale des Pandora Papers.

À ce détournement d'argent public, s'ajoute, sous sa mandature, la suppression de plus de 6000 postes, soit plus de 10 % des effectifs du ministère et de ses établissements publics. En 2022, cette baisse se poursuit, avec encore 376 postes supprimés dans ce ministère et 50 postes dans ses établissements publics.

Sans service public, l'écologie n'est que verdissement des profits du capital et culpabilisation individuelle

La privatisation et la mise en concurrence des secteurs du transport, du logement et de l'énergie ne sont pas une solution, mais bien le problème.

La CGT dénonce le refus d'anticipation de certaines entreprises et industries, y compris dans le secteur agricole, agroalimentaire et du transport, et le refus d'investissement dans la formation professionnelle et le secteur recherche et développement, pour engager vraiment la nécessaire transformation de leur mode de production.

Elle soutient les salariés de ces entreprises et industries, lesquels ne sont pas coupables des décisions prises par leur direction, mais comme trop souvent, victimes de leurs choix et des vagues de licenciements qui en découlent.

***Fin du monde, fin du mois, fin du Ministère de l'écologie :
pour la CGT, même combat ! (suite)***

La loi 3 DS dite de différenciation, déconcentration, décentralisation, et simplification va encore aggraver les inégalités territoriales tout en favorisant les despotismes locaux au service d'intérêts économiques particuliers.

Le gouvernement culpabilise les citoyens sur leurs choix individuels de mode de vie, alors que l'outil collectif de l'administration, d'études, recherche et planification qu'est le ministère de l'écologie est peu à peu détruit, comme les grands services publics qui ont permis l'équipement et le développement du pays (SNCF, EDF, PTT, organismes sociaux).

La CGT se bat pour poursuivre, renforcer et développer toutes les missions de terrain avec un haut niveau d'expertise locale pour garantir l'égalité de traitement au plus près des citoyens.

Augmenter le point d'indice est une nécessité

Les prix augmentent tellement que le SMIC a été revalorisé de 2,2 % au 1^{er} octobre 2021 après la hausse indécente de 0,99 % en début d'année.

Comme le SMIC, le point d'indice doit être revalorisé automatiquement afin de permettre à l'ensemble des agents le maintien de leur pouvoir d'achat. Pour rappel, des milliers d'agents de catégories C perçoivent une indemnité différentielle sans laquelle ils n'atteindraient pas le SMIC.

La CGT revendique un SMIC à 2000 euros brut et un rattrapage du point d'indice de 10 %. Les agents du ministère de l'écologie ont subi les baisses d'effectifs, toutes les réformes de désorganisation territoriale, la stagnation du point d'indice, les primes à la tête du client et maintenant, il en est de même pour les mutations et les promotions. Il s'agit là d'un véritable plan social permanent qui génère une perte de sens et de la souffrance au travail, et mène à une précarisation des emplois.

Le Syndicat National des Personnels Techniques Administratifs et de Service (SNPTAS CGT) du ministère de l'écologie, réuni en congrès, appelle les agents du ministère à se mobiliser avec tous ceux qui défendent une fonction publique au service de l'intérêt général, capable d'être à la hauteur des enjeux sociaux et environnementaux.

Pour cela nous avons besoin d'un ministère doté de moyens humains et financiers qui prenne en considération ses agents, avec un objectif clair de protection de l'environnement et des populations face aux appétits du capital qui organise le gaspillage et le pillage des ressources naturelles.

Le Congrès du SNPTAS-CGT,
Le 8 octobre 2021